

Genre et développement : le gouvernement doit se doter d'une réelle feuille de route pour faire avancer l'égalité femmes-hommes après 2017

Paris, le lundi 17 octobre – Le gouvernement français a confirmé que le genre figurera à l'agenda du prochain Comité interministériel de la coopération internationale et du développement. La France doit saisir cette opportunité pour acter le renouvellement de sa stratégie « Genre et Développement » après 2017, conformément aux demandes de Coordination SUD. De même, l'engagement de la France doit se concrétiser dans le Budget 2017 pour doter cette stratégie de réels moyens et relever le niveau d'ambition de la France en matière de promotion du genre.

Vendredi 14 octobre, André Vallini, secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie, a affirmé sa volonté de faire de l'égalité femmes-hommes une priorité du prochain Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, prévu en novembre. La stratégie actuelle arrive à échéance en 2017.

Intégrer l'approche genre dans les programmes de développement français demande du temps. Depuis quelques années, une première phase de prise de conscience avait été enclenchée, mais il reste crucial d'inscrire la démarche dans la durée. A ce titre, l'engagement du gouvernement français à voir au-delà de 2017 est un impératif pour Coordination SUD.

Dans le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie « Genre et Développement » remis vendredi à André Vallini par sa présidente, Danielle Bousquet, le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) insiste sur le volontarisme dont devra faire preuve le ministère des Affaires étrangères pour atteindre les objectifs fixés pour 2017 et pour poursuivre le chemin vers l'égalité de genre.

Ainsi pour Nicolas Rainaud, chef de file de la commission Genre et développement de Coordination SUD : « *l'étape de la sensibilisation à l'approche genre et développement n'aura été utile que si les efforts se poursuivent, et se traduisent, sur le terrain, par une réduction des inégalités entre les femmes et les hommes* ». Aujourd'hui, ajoute-t-il, « *la France reste en retard sur ses homologues européens, puisque seulement 17 % de l'aide bilatérale a pour objectif significatif la réduction des inégalités femmes-hommes. L'objectif de 50 %, fixé pour 2017, semble encore très lointain* ».

Pour Adeline Mazier, secrétaire générale et référente Genre au conseil d'administration de Coordination SUD « *le premier enjeu réside donc dans la constance d'un portage politique fort. Le second enjeu est celui de la transparence, notamment pour que la société civile puisse faire son travail. Tout le monde y gagnera : plus les données officielles disponibles seront affinées, plus les programmes, à long terme, se montreront efficaces* ».

« *A très court terme, il est nécessaire à la fois de prolonger la stratégie « Genre et Développement » du gouvernement, ainsi que de l'accompagner de moyens en augmentant le budget total de l'aide publique au développement dans le projet loi de finances 2017, actuellement débattu au Parlement. Ce serait un petit pas, mais un pas indispensable vers la promotion de l'égalité femmes-hommes* » conclut Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.